

## TABLE DES MATIERES

	Folio
<b>Mots-clés</b>	V
<b>Table des matières</b>	VII
<b>Table chronologique</b>	XIII
<b>I. DROIT CIVIL</b>	
<b>CODE CIVIL</b>	
Code civil (L. 13.IV.2019) (avec <i>table des matières</i> )	3
<b>ANCIEN CODE CIVIL</b>	
Ancien Code civil (L. 21.III.1804) ( <i>Partiellement droit transitoire</i> ) (avec <i>table des matières</i> )	145
<b>TABLES DE CONCORDANCE CODE CIVIL</b>	441
<b>AGENTS IMMOBILIERS</b>	
Code de déontologie de l' <b>Institut professionnel des agents immobiliers</b> , approuvé par art. 1er A.R. du 29 juin 2018	471
<b>ASSOCIATIONS ET FONDATIONS</b>	
Loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires	481
• Code des sociétés et des associations (L. 23.III.2019) ( <i>Voy., pour le texte intégral, CLC 1B, Droit économique, v° "Code des sociétés et des associations"</i> )	
<b>ASSURANCES</b>	
Loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (Extrait (dispositions restantes): art. 1er-3, 97, 127-128 et 139-149)	487
Loi du 4 avril 2014 relative aux assurances	491
<b>BAIL</b>	
• Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (Extrait: art. 2, 30°-35° et art. 215-266)	
Décret de la Région wallonne du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation	579
Décret de la Région wallonne du 15 mars 2018 relatif au bail commercial de courte durée et modifiant le Code civil	593
• Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 relative au bail commercial de courte durée	
<b>BAUX A FERME</b>	
Décret de la Région wallonne du 20 octobre 2016 limitant les fermages	595
<b>CLAUSES ABUSIVES</b>	
Code de droit économique (L. 28.II.2013) (Extrait: art. I.8.22°, VI.37, VI.44, VI.44/1, VI.81/1-VI.85 et VI.91/1-VI.91/10)	597

## TABLE DES MATIERES

---

Folio

### **CONSTRUCTION**

<b>Loi du 20 février 1939</b> sur la protection du titre et de la profession d'architecte	603
<b>Loi du 9 juillet 1971</b> réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction	609
<b>Arrêté royal du 21 octobre 1971</b> portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction	613
<b>Loi du 31 mai 2017</b> relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile décennale des entrepreneurs, architectes et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte	615

<b>Loi du 9 mai 2019</b> relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile professionnelle des architectes, des géomètres-experts, des coordinateurs de sécurité-santé et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de diverses dispositions légales en matière d'assurance de responsabilité civile dans le secteur de la construction	621
---	-----

### **CONTRATS ELECTRONIQUES**

<i>Voy. not. Livre XII C.D.E. et le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur</i>	
--	--

### **CREANCES ALIMENTAIRES**

<b>Loi du 21 février 2003</b> créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances	627
---	-----

### **DROIT MEDICAL**

<i>Voy. aussi v° "Code médical" dans le tome CLC 3, Droit pénal</i>	
---	--

• <b>Loi du 28 mai 2002</b> relative à l'euthanasie ( <i>Voy. pour le texte intégral, CLC 3, v° "Code médical"</i> )	
--	--

<b>Loi du 22 août 2002</b> relative aux droits du patient	637
---	-----

<b>Loi du 26 mars 2003</b> réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexpliqué d'un enfant de moins de dix-huit mois	645
---	-----

<b>Loi du 11 mai 2003</b> relative à la recherche sur les embryons in vitro	647
---	-----

<b>Loi du 31 mars 2010</b> relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé	649
--	-----

### **DROIT RURAL**

<b>Loi du 7 octobre 1886 ("Code rural")</b> (Extrait: art. 29-47) ( <i>Partiellement droit transitoire</i> )	655
--	-----

### **EMPHYTEOSE**

<i>Voy. v° "Superficie et emphytéose"</i>	
---	--

### **EPAVES**

<b>Loi du 30 décembre 1975</b> concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion ( <i>Droit transitoire</i> )	659
---	-----

<b>Loi du 21 février 1983</b> relative à la vente de certains objets abandonnés ( <i>Droit transitoire</i> )	661
--	-----

<b>Loi du 23 avril 2021</b> relative à la mise en œuvre de la Convention de l'UNESCO du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et la protection d'épaves de valeur	663
---	-----

### **ETAT CIVIL**

<b>Loi du 8 août 1983</b> organisant un Registre national des personnes physiques	667
---	-----

<b>Loi du 19 juillet 1991</b> relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour (Extrait: art. 1er-8)	675
<b>Arrêté royal du 10 décembre 1996</b> relatif aux différents documents d'identité pour les enfants de moins de douze ans	685
<b>Arrêté royal du 25 mars 2003</b> relatif aux cartes d'identité	689
<b>Arrêté royal du 25 mars 2003</b> portant des mesures transitoires en ce qui concerne la carte d'identité électronique	693
• <b>Loi du 26 mars 2003</b> réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexplicable d'un enfant de moins de dix-huit mois ( <i>Voy., pour le texte intégral, v° "Droit médical"</i> )	
<b>MALADES MENTAUX - TROUBLE PSYCHIATRIQUE</b>	
<b>Loi du 26 juin 1990</b> relative à la protection imposée à une personne atteinte d'un trouble psychiatrique	695
<b>Arrêté royal du 18 juillet 1991</b> portant exécution de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux	709
<b>Arrêté royal du 18 juillet 1991</b> portant exécution de l'article 36 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux	711
<b>NATIONALITE</b>	
<b>Code de la nationalité belge</b> , institué par la <b>loi du 28 juin 1984</b>	713
<b>NOTARIAT</b>	
<b>Loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803)</b> contenant organisation du notariat	727
<b>Arrêté royal du 14 novembre 2006</b> portant approbation des règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires de biens immeubles	761
<b>Code consulaire</b> , inséré par la <b>loi du 21 décembre 2013</b> (Extrait: art. 1er, 7-17, 31-34 et 68-71)	763
<b>PAIEMENT</b>	
<b>Loi du 2 août 2002</b> concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales	767
<b>PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES</b>	
<b>Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016</b> relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données)	771
<b>Loi du 3 décembre 2017</b> portant création de l'Autorité de protection des données	805
<b>Loi du 30 juillet 2018</b> relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (Extrait: art. 1er-24, 209-230 et 252-286)	821
<b>RESPONSABILITE</b>	
<b>Loi du 14 juillet 1961</b> en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier	831
• <b>Convention</b> sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière, faite à La Haye le <b>4 mai 1971</b> et approuvée par la <b>loi du 10 février 1975</b> ( <i>Voy., pour le texte intégral, III. Droit international privé, v° "Responsabilité"</i> )	
<b>Loi du 3 juillet 1978</b> relative aux contrats de travail (Extrait: art. 18)	833
<b>Loi du 22 juillet 1985</b> sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire	835

## TABLE DES MATIERES

---

	Folio
<b>Loi du 21 novembre 1989</b> relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (Extrait: art. 1er, 29bis-29ter)	841
<b>Loi du 25 février 1991</b> relative à la responsabilité du fait des produits défectueux ( <i>Droit transitoire</i> )	843
<b>Loi du 10 février 2003</b> relative à la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques	845
• <b>Loi 31 mars 2010</b> relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé ( <i>Voy., pour le texte intégral, v° "Droit médical"</i> )	
<b>Loi du 13 novembre 2011</b> relative à l'indemnisation des dommages corporels et moraux découlant d'un accident technologique	847
<b>SALAIRE DIFFERE</b>	
<b>Loi du 28 décembre 1967</b> relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture (Extrait: art. 1er-5)	851
<b>SUCCESSIONS</b>	
<i>Voy. v° "Testaments et successions"</i>	
<b>SUPERFICIE ET EMPHYTEOSE</b>	
<b>Loi du 10 janvier 1824</b> sur le droit de superficie ( <i>Droit transitoire</i> )	853
<b>Loi du 10 janvier 1824</b> sur le droit d'emphytéose ( <i>Droit transitoire</i> )	855
<b>Loi du 14 mai 1955</b> relative aux baux emphytéotiques	857
<b>TEMPS PARTAGE</b>	
<b>Loi du 28 août 2011</b> relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange	859
<b>TESTAMENTS ET SUCCESSIONS</b>	
<b>Convention</b> relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le <b>16 mai 1972</b> et approuvée par la <b>loi du 13 janvier 1977</b>	865
<b>Convention</b> portant loi uniforme sur la forme d'un testament international et de l'Annexe, faites à Washington le <b>26 octobre 1973</b> et approuvées par la <b>loi du 11 janvier 1983</b>	867
<b>Loi du 2 février 1983</b> instituant un testament à forme internationale et modifiant diverses dispositions relatives au testament	871
<b>VICES REDHIBITOIRES</b>	
<b>Loi du 25 août 1885</b> portant révision de la législation en matière de vices rédhibitoires	873
<b>Arrêté royal du 24 décembre 1987</b> relatif aux vices rédhibitoires dans les ventes ou échanges d'animaux domestiques	875
<b>VOYAGES</b>	
<b>Loi du 21 novembre 2017</b> relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyage liées et de services de voyage	877

## II. DROIT JUDICIAIRE

### **CODE JUDICIAIRE**

	Folio
<b>Code judiciaire (L. 10.X.1967) (avec table des matières)</b>	897
<b>EMPLOI DES LANGUES</b>	
<b>Loi du 15 juin 1935</b> concernant l'emploi des langues en matière judiciaire	1431
<b>TARIF DES INDEMNITES DE PROCEDURE</b>	
<b>Arrêté royal du 26 octobre 2007</b> fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat	1453
<b>III. DROIT INTERNATIONAL PRIVE</b>	
<b>CODE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE</b>	
<b>Code de droit international privé (L. 16.VII.2004)</b>	1457
<b>COMPETENCE ET COOPERATION JUDICIAIRE</b>	
<b>Règlement (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004</b> portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées	1479
<b>Règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012</b> concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte)	1485
<b>Règlement (UE) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015</b> relatif aux procédures d'insolvabilité (refonte)	1501
<b>Règlement (UE) 2020/1783 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2020</b> relatif à la coopération entre les juridictions des Etats membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale (obtention des preuves) (refonte)	1523
<b>DROIT FAMILIAL</b>	
<b>Règlement (CE) n° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008</b> relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires	1535
<b>Règlement (UE) n° 1259/2010 du Conseil du 20 décembre 2010</b> mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps ("Rome III")	1549
<b>Règlement (UE) 2019/1111 du Conseil du 25 juin 2019</b> relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (refonte) ("Bruxelles IIter")	1553
<b>OBLIGATIONS</b>	
<b>Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007</b> sur la loi applicable aux obligations non contractuelles ("Rome II")	1577
<b>Règlement (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008</b> sur la loi applicable aux obligations contractuelles ("Rome I")	1581
<b>RESPONSABILITE</b>	
<b>Convention</b> sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière, faite à La Haye le <b>4 mai 1971</b> et approuvée par la <b>loi du 10 février 1975</b>	1587
<b>TESTAMENTS ET SUCCESSIONS</b>	
<b>Convention</b> sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires, faite à La Haye le <b>5 octobre 1961</b> et approuvée par la <b>loi du 29 juillet 1971</b>	1589

• <b>Convention</b> relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le <b>16 mai 1972</b> et approuvée par la <b>loi du 13 janvier 1977</b> ( <i>Voy., pour le texte intégral, I. Droit civil, v° "Testaments et successions"</i> )	
• <b>Convention</b> portant loi uniforme sur la forme d'un testament international et de l'Annexe, faites à Washington le <b>26 octobre 1973</b> et approuvées par la <b>loi du 11 janvier 1983</b> ( <i>Voy., pour le texte intégral, I. Droit civil, v° "Testaments et successions"</i> )	
<b>Règlement (UE) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012</b> relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen	1591
<b>VENTE INTERNATIONALE</b>	
<b>Convention des Nations Unies</b> sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne le <b>11 avril 1980</b> et approuvée par la <b>loi du 4 septembre 1996</b>	1603
• Texte non repris	